MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 45 (2026)

Faits saillants

❖ Région : la zone économique spéciale Johor-Singapour totalise 21,8 Md USD d'investissements approuvés depuis janvier 2025, dont 9,9 Md USD de projets déjà mis en œuvre

❖ Indonésie : la Bourse de Jakarta exclut 82 valeurs de son indice de référence face au risque de déclassement du pays par MSCI.

❖ Malaisie : Google annonce 15 Md USD d'investissements dans les centres de données d'ici 2028, ainsi que dans les infrastructures énergétiques et hydriques

LE CHIFFRE À RETENIR

1011 Md USD

d'échanges commerciaux réalisés par le Vietnam sur les dix premiers mois de 2026, franchissant pour la première fois le seuil des 1 000 Md USD

Région

La zone économique spéciale Johor-Singapour totalise 21,8 Md USD d'investissements approuvés

Réunis le 2 novembre à Singapour, les représentants de la Malaisie et de Singapour ont dressé le premier bilan de la zone économique spéciale Johor-Singapour (JS-SEZ), créée pour renforcer l'intégration industrielle et les investissements transfrontaliers. Entre janvier 2025 et juin 2026, les investissements approuvés sous la supervision de l'agence malaisienne MIDA ont atteint 21,8 Md USD. Environ 45 % de ce montant, soit 9,9 Md USD, correspondent à des projets déjà mis en œuvre, associés à 12 796 emplois, sur un potentiel total de 28 755 emplois pour l'ensemble des projets approuvés. Lors de la première réunion du comité ministériel bilatéral, les deux pays ont confirmé leur volonté de simplifier les démarches administratives et d'améliorer la coordination des infrastructures, des services publics et de la mobilité transfrontalière. Les initiatives incluent le développement du pôle industriel Nexus Sedenak et le

renforcement des services financiers à Forest City. Un forum conjoint des investisseurs est prévu au premier trimestre 2027, tandis que les autorités préparent la présentation du schéma directeur de la zone en décembre 2026.

L'Indonésie temporise sur ses exportations électriques tandis que Singapour accélère ses projets avec la Malaisie

L'intégration électrique de l'ASEAN fait face à des calendriers contrastés : l'Indonésie a indiqué le 2 novembre qu'elle ne prévoyait pas d'exporter d'électricité à court terme, tandis que Singapour accélère ses projets d'importation via la Malaisie péninsulaire. Le ministre indonésien de l'énergie Bahlil Lahadalia a invoqué la priorité donnée à la demande intérieure et la nécessité d'obtenir des conditions tarifaires acceptables avant toute exportation. Cette position intervient alors que Singapour a accordé des autorisations conditionnelles à plusieurs projets d'importation d'électricité bas carbone depuis l'Indonésie, dont six disposent déjà de licences conditionnelles. En parallèle, l'Energy Market Authority (EMA) a approuvé le 26 octobre un projet de 1,3 GW porté par Sembcorp Utilities et ses partenaires, associant notamment solaire malaisien et éolien vietnamien. Avec deux autres projets autorisés en août pour 900 MW, le potentiel d'importation via la péninsule malaise atteint 2,2 GW. Leur réalisation demeure subordonnée aux autorisations nationales, aux contrats commerciaux et au renforcement des interconnexions électriques entre les deux pays, dont un second raccordement fait l'objet d'études de faisabilité.

Indonésie

La flambée des rendements obligataires met à l'épreuve la stratégie de financement de l'Indonésie

Le rendement des obligations d'État indonésiennes (SBN) à 10 ans a atteint 7,7 % début novembre, soit son niveau le plus élevé depuis la pandémie. Le choc provoqué par l'alerte de MSCI sur un possible déclassement de l'Indonésie au rang de « *marché autonome* » (cf. *semaine 43*), conjugué à l'accélération de la dépréciation de la roupie (environ 8,4 % depuis le début de l'année) et aux inquiétudes persistantes quant à la solidité des finances publiques, a porté les CDS souverains au-delà de 100 points de base. Le gouvernement doit pourtant lever encore 16,7 Mds USD d'ici la fin de l'année, alors que la demande se replie, les investisseurs étrangers privilégiant les bons du Trésor américain (l'écart de rendement avec les SBN ne s'établissant qu'à 240-250 points de base). Si le ministre des finances indonésien, Suahasil Nazara, reconnaît des tensions liées au resserrement monétaire et à la hausse des taux américains, il souligne toutefois que les non-résidents ont réalisé des achats nets de 1,6 Md USD de SBN au troisième trimestre.

La Bourse indonésienne exclut 82 valeurs de son indice de référence (JCI) pour répondre aux préoccupations du fournisseur d'indices boursiers MSCI

Le 2 novembre, la bourse indonésienne (*Indonesia Stock Exchange*, IDX) a retiré du calcul de son indice composite (JCI) 82 valeurs à forte concentration actionnariale, ramenant le nombre de ses composantes de 963 à 881. Ces titres, qui restent négociables, représentaient environ 18 % de la pondération de l'indice et 30 % de la capitalisation totale du marché. Les retraits incluent plusieurs géants indonésiens, notamment DCI Indonesia, 3e capitalisation du pays (23 Mds USD), Bayan Resources (5ème capitalisation, 17 Mds USD) et Barito Renewables Energy (6ème capitalisation, 17 Mds USD). Leur pondération a été redistribuée entre les autres composantes, ce qui a permis de maintenir l'indice à son niveau de clôture (5 057 points, -40 % depuis le début de l'année). Cette mesure vise à bâtir un indice « *plus crédible et doté d'une plus grande intégrité* » selon les représentants de l'IDX. Elle répond aux préoccupations de MSCI, qui a annoncé mi-octobre envisager de reclasser l'Indonésie de « *marché émergent* » à « *marché autonome* » (*cf. semaine 43*).

Le gouvernement indonésien précise le rôle de Danantara dans la centralisation des exportations de matières premières stratégiques

À compter du 1er janvier 2027, les exportations de charbon, d'huile de palme brute et de ferroalliages, qui représentent près de 70 Mds USD par an, devront transiter par PT Danantara Sumberdaya Indonesia (DSI). Prévue par le règlement gouvernemental n° 24/2026, cette filiale du fonds souverain Danantara vérifiera la conformité et le prix de chaque contrat afin de lutter contre la sous-facturation. Depuis le lancement de la transition, le 1er juin, elle a analysé quelque 6 500 déclarations d'exportation, pour un montant de plus de 14,0 Mds USD. Sa plateforme *National Data Intelligence* (NADI), en phase pilote depuis octobre, doit être pleinement opérationnelle d'ici mi-décembre. Le dispositif inquiète toutefois les exportateurs : DSI prélèvera des frais dont le montant n'est pas encore fixé, ce qui pourrait peser sur leurs marges. D'après S&P Global, les contrats d'approvisionnement en charbon de long terme pour 2027 tardent par ailleurs à être signés, faute de visibilité sur les nouvelles règles et sur les quotas de production. Enfin, le ministre de l'Énergie et des Ressources Minérales, Bahlil Lahadalia, a demandé que les produits miniers et énergétiques soient expédiés, si possible, directement vers leur destination finale, sans transiter par des pays tiers.

Malaisie

Google annonce 15 Md USD d'investissements dans les centres de données d'ici 2028

En présence du Premier ministre Anwar Ibrahim, Google (Alphabet) a confirmé le 4 novembre un investissement de 15 Md USD en 2027 et 2028 pour développer des data centers, soutenir l'énergie propre, la sécurité hydrique et la formation. Outre son site opérationnel d'Elmina Business Park situé dans l'État du Selangor, Google prévoit de construire de nouveaux campus dans le Selangor et le Negeri Sembilan. Durant la phase de construction, le groupe estime la contribution au PIB malaisien à 1,1 Md USD par an, soutenant plus de 37 000 emplois locaux. L'entreprise s'engage également à ajouter 1 GW de capacité d'énergie propre au réseau national et à prendre en charge l'intégralité de l'électricité consommée par ses campus. Elle annonce aussi quatre programmes pour former 800 000 Malaisiens en cinq ans et 160 M USD de financement pour des infrastructures hydrauliques à Negeri Sembilan. Ce projet conforte la place de la Malaisie comme premier pôle de centres de données de la région et intervient dans un contexte de dépenses massives dans l'IA.

TNB et IOI s'associent pour un méga-projet solaire de 500 MW à Negeri Sembilan

L'électricien national Tenaga Nasional (TNB), le conglomérat IOI Corporation et un consortium de douze petites et moyennes entreprises (PME) vont développer une centrale solaire de 500 MW à Bahau, dans l'État de Negeri Sembilan. S'étendant sur 526 hectares, ce méga-projet associera un vaste parc photovoltaïque de 500 MW à un système de stockage d'énergie par batterie (250 MW/1 GWh). L'infrastructure est portée par Bahau Energy Ventures, une co-entreprise détenue à 70 % par TNB (soit un investissement d'environ 105 M USD), à 25 % par Luminous Aspect, filiale d'IOI Corporation (37 M USD), et à 5 % par le véhicule du consortium de PME (7,5 M USD). Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme CRESS (Corporate Renewable Energy Supply Scheme), lancé en 2024 pour permettre aux entreprises d'acheter de l'électricité verte directement auprès de producteurs indépendants. Dans ce contexte, Bahau Energy Ventures a conclu un accord de 21 ans avec DayOne, entreprise singapourienne spécialisée dans les infrastructures numériques, qui s'est engagée à acheter l'intégralité de la production (jusqu'à 500 MW) afin d'alimenter ses centres de données en Malaisie.

L'activité manufacturière renoue avec l'expansion en octobre malgré des pressions inflationnistes

En octobre, l'activité manufacturière malaisienne est repassée en zone d'expansion, affichant un indice PMI à 51, contre 49,9 le mois précédent. Cette reprise s'appuie sur une hausse simultanée de la production et des nouvelles commandes, stimulée par une demande

internationale plus forte pour les produits liés à l'intelligence artificielle. En parallèle, l'emploi manufacturier enregistre une progression pour le troisième mois consécutif. Néanmoins, des défis logistiques persistent, marqués par un onzième mois d'allongement des délais de livraison et par la congestion portuaire. Face à ces goulots d'étranglement récurrents, de nombreux économistes et acteurs de la logistique maritime appellent à la mise en place d'une politique publique dédiée à la gestion et à la modernisation des ports. Ces difficultés s'accompagnent d'une accélération des pressions sur les prix, tirées par la hausse des coûts de transport et des matières premières en lien avec le conflit au Moyen-Orient.

Singapour

Résultats contrastés pour les trois principales banques singapouriennes au troisième trimestre 2026

Les trois principales banques singapouriennes ont enregistré des résultats contrastés au troisième trimestre 2026, dans un contexte de compression des marges d'intérêt et d'incertitudes financières. DBS Group a vu son bénéfice net reculer de 5 % en glissement annuel, à 2,2 Md USD, pénalisé par une baisse de 65 % des revenus de négociation, malgré une progression de 4 % des revenus nets d'intérêts. À l'inverse, OCBC a enregistré une hausse de 3 % de son bénéfice net, à 1,6 Md USD, soutenue par la progression des prêts et des activités de gestion de fortune, malgré la contribution plus faible de sa filiale d'assurance Great Eastern. UOB a affiché un rebond de 182,2 % de son bénéfice, à 1,0 Md USD, principalement imputable à la diminution de 81 % des provisions pour pertes de crédit par rapport à leur niveau élevé de 2025. Ses commissions nettes ont également progressé de 19 %. Les marges nettes d'intérêt ont toutefois reculé, à 1,87 % pour DBS, 1,68 % pour UOB et 1,66 % pour OCBC, reflétant les pressions liées aux taux et aux coûts de financement.

Singapour renforce ses investissements dans l'innovation agroalimentaire et la coopération régionale lors de la SIAW

Singapour a annoncé un renforcement de ses investissements dans la recherche agroalimentaire lors de la Singapore International Agri-Food Week, organisée fin octobre, parallèlement à de nouvelles initiatives de coopération alimentaire au sein de l'ASEAN. Le 27 octobre, la ministre du développement durable et de l'environnement Grace Fu a présenté une enveloppe d'environ 108 M USD pour la prochaine phase du Singapore Food R&D Programme dans le cadre du plan RIE2030. Les travaux porteront notamment sur l'aquaculture, la génétique végétale, les cultures de précision, les aliments innovants et la résilience des

approvisionnements. Singapour, qui importe plus de 90 % de son alimentation, cherche ainsi à diversifier ses sources et à améliorer sa capacité d'adaptation aux perturbations climatiques. Lors de la réunion des ministres de l'agriculture de l'ASEAN, le 29 octobre, Grace Fu a également proposé un Food Security Resilience Pact 2045, consacré notamment aux chaînes d'approvisionnement, à l'adaptation climatique et au financement. Le 30 octobre, les ministres ont publié une déclaration commune encourageant l'agriculture régénératrice et résiliente.

Singapour accélère la modernisation de ses transports avec de nouvelles stations de métro et le déploiement d'ERP 2.0

Singapour a présenté le 4 novembre plusieurs étapes de modernisation de ses transports lors de la Singapore Urban Mobility Week, combinant extension ferroviaire, automatisation et évolution de la tarification routière. Le ministre des transports Jeffrey Siow a annoncé l'ouverture, le 26 décembre 2026, de trois stations de métro : Bedok South sur la Thomson-East Coast Line, Xilin sur la Downtown Line et Sungei Bedok, qui assurera la correspondance entre les deux lignes. Le réseau ferré urbain, actuellement long de 275 km, devrait atteindre 360 km au début des années 2030. À partir de 2027, Singapour commencera également à remplacer les portiques physiques de péage urbain ERP par un système satellitaire ERP 2.0. Dans le domaine de la mobilité autonome, 25 véhicules de transport de passagers circulent déjà sur les routes et les autorités publieront dès décembre 2026 des rapports trimestriels sur le déploiement, l'expérience des usagers et la sécurité. Le gouvernement a enfin confirmé son objectif de disposer de plus de 3 000 autobus électriques d'ici 2030, afin d'accompagner la décarbonation du transport public.

Vietnam

Le commerce extérieur franchit le seuil historique des 1 000 Md USD sur dix mois

Le commerce extérieur vietnamien poursuit sa forte expansion : les échanges de marchandises ont atteint 1 010,6 Md USD sur les dix premiers mois de 2026, en hausse de 32,3 % sur un an, franchissant pour la première fois le seuil des 1 000 Md USD. Les exportations ont progressé de 27,5 %, à 499,2 Md USD, tandis que les importations ont augmenté plus rapidement (+37,4 %), à 511,3 Md USD. Cette évolution se traduit par un déficit commercial cumulé de 12,1 Md USD, contre un excédent de 19,6 Md USD sur la même période en 2025. Toutefois, le Vietnam a enregistré un excédent commercial pour le deuxième mois consécutif, à 7,3 Md USD en octobre, après 1,3 Md USD en septembre, mettant fin à neuf mois consécutifs de

déficit. Les entreprises à capitaux étrangers représentent 81,2 % des exportations, confirmant leur rôle prépondérant dans l'appareil exportateur vietnamien. Les États-Unis demeurent le premier débouché des exportations (159,4 Md USD, +26,2 % en g.a.), tandis que la Chine reste le principal fournisseur (212,5 Md USD, +40,5 % en g.a.). Cette dynamique confirme le renforcement de l'intégration du Vietnam dans les échanges mondiaux, mais la progression plus rapide des importations et le déficit commercial cumulé constituent des points de vigilance pour les prochains mois.

L'inflation dépasse l'objectif gouvernemental sur les dix premiers mois de 2026

Selon les dernières données de l'Office national des statistiques (NSO), l'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 4,6 % en moyenne sur les dix premiers mois de 2026, dépassant déjà l'objectif annuel de 4,5 % fixé par le gouvernement. En octobre, l'IPC a augmenté de 0,2 % sur un mois et de 5,1 % sur un an, principalement sous l'effet de la hausse des prix des carburants (+6,9 % pour l'essence), qui a entraîné une progression de 2,7 % des prix des transports. Sur dix mois, les principales contributions à l'inflation proviennent de l'alimentation et de la restauration (+4,6 %) ainsi que du logement, de l'électricité, de l'eau et des matériaux de construction (+6,7 %). Malgré les mesures d'allègement annoncées, notamment la réduction du prix de l'électricité et la suppression temporaire de la taxe sur l'essence, les pressions inflationnistes devraient persister en fin d'année, sous l'effet de la reprise de la consommation, de l'accélération de l'investissement public et de la volatilité des cours mondiaux de l'énergie. Le ministère des Finances anticipe ainsi une inflation annuelle comprise entre 4,5 % et 4,8 %, faisant de la maîtrise des prix un enjeu majeur pour la stabilité macroéconomique du pays.

Le Vietnam abaisse de 2 % le prix de détail moyen de l'électricité, une première depuis près de vingt ans

Le prix de détail moyen de l'électricité au Vietnam a été réduit de 2 % au 1er novembre, première baisse en près de vingt ans en dehors des mesures de soutien liées au Covid-19. Le tarif moyen passe de 2 204,1 à 2 159,9 VND/kWh hors TVA (soit 0,084 USD/kWh). En comparaison, le prix moyen de l'électricité dans l'ASEAN est supérieur de 39 % à celui du Vietnam. Cette baisse s'appliquera jusqu'au 31 mars 2027 et intervient après quatre hausses cumulées de 18,2 % entre 2023 et 2025. Cette baisse fait suite à la demande du vice-Premier ministre Nguyen Van Thang à Vietnam Electricity (EVN) de comprimer au maximum ses coûts, sur lesquels repose le calcul du tarif. Les marges fiscales sur les carburants sont désormais épuisées : la taxe spéciale de consommation sur l'essence, dernier prélèvement encore appliqué, a elle aussi été ramenée à zéro. La baisse du prix de l'électricité constitue dès lors un levier

complémentaire pour contenir les pressions inflationnistes pesant sur les ménages et les entreprises. Toutefois, cette mesure a été rendue possible par le redressement des comptes d'EVN : grâce à un bénéfice net de 8 631 Md VND (environ 0,3 Md USD) au premier semestre 2026, la société mère est passée d'une perte cumulée de 5 611 Md VND fin 2025 à un bénéfice non distribué de 3 019 Md VND fin juin 2026.

Thaïlande

La Bourse de Thaïlande et la banque publique Krungthai s'associent pour mettre en place un marché des crédits carbone

La Bourse de Thaïlande (SET) s'est associée à Krungthai Bank (KTB) pour développer un marché national des crédits carbone, avec une première enchère attendue au deuxième trimestre 2027. Plusieurs acheteurs privés sont également parties prenantes, dont Grab, Thai Airways International, ACEIS Electric and Power, et DriverAI. KTB regroupera les crédits issus de petits projets et organisera les mises en relation avec les acheteurs, tandis que la SET mettra à disposition la plateforme d'enchères. Le marché carbone pourrait également être connecté aux marchés internationaux, à travers le cadre de mise en œuvre et des normes de crédibilité de la Banque mondiale (BM). L'initiative s'inscrit ainsi dans le contexte du financement de 200 M USD accordé par la BM à la Thaïlande en marge des Assemblées annuelles du FMI et de la BM à Bangkok mi-octobre 2026.

Mise en place d'un droit d'accise de 35 % sur les véhicules électriques importés

Le Conseil des ministres thaïlandais a approuvé le 3 novembre une hausse à 35 % du droit d'accise sur certains véhicules électriques importés, applicable au 1er janvier 2027. Le taux passe de 10 % à 35 % pour les véhicules à 100 % électriques (BEV) et de 15 % à 35 % pour les hybrides rechargeables à prolongateur d'autonomie (REEV). Les véhicules fabriqués en Thaïlande restent taxés à 2 %, et les quotas d'importation pour la production domestique ne sont pas encore fixés. Le département des accises a également reçu pour instruction d'entamer des discussions avec des entreprises souhaitant investir en Thaïlande, afin d'envisager des taux d'imposition particuliers pour les nouveaux investissements.

S&P maintient la notation souveraine BBB+ et sa perspective stable

S&P Global Ratings a confirmé la note souveraine de la Thaïlande à BBB+ avec perspective stable le 4 novembre 2026. S&P anticipe une croissance à +2,3 % en 2026, et en moyenne à +2,5 % sur 2026-2029. S&P estime que la solidité de la position extérieure de la Thaïlande, le niveau modéré de la dette nette des administrations publiques et la constance des politiques monétaire et budgétaire conventionnelles soutiennent les notations souveraines. Le revenu par habitant modéré du pays, un historique d'incertitudes quant à sa stabilité politique et à sa cohésion socio-économique tempèrent ces points forts.

Philippines

Près de 70 % des projets financés par l'aide publique au développement accusent des retards en 2025

Selon le rapport annuel 2025 du DepDev, 47 des 68 projets financés par l'aide publique au développement (APD) suivis aux Philippines, soit 69,1 %, accusaient des retards d'exécution, contre 72,1 % en 2024. Ces projets représentent un coût approuvé cumulé de 3 500 Md PHP. Les retards concernent principalement les infrastructures, avec 17 projets relevant du DPWH et 12 du DOTr. Les principales difficultés identifiées portent sur les acquisitions foncières, les procédures de passation des marchés, les relocalisations de réseaux et les autorisations administratives. Le retard moyen est passé de 38,8 à 30,9 mois entre 2024 et 2025, principalement grâce à la révision des calendriers d'exécution. Le rapport souligne que les projets de transport restent les plus affectés, avec un retard moyen de 51,5 mois. Parallèlement, les décaissements de prêts APD ont reculé de 11,7 %, à 6,2 Md USD, malgré une hausse de 6,5 % des décaissements destinés aux projets d'investissement, à 2,5 Md USD. Enfin, 44 projets sur 68 approuvés par le DepDev présentent des risques de mise en œuvre, dont 37 jugés critiques.

L'inflation atteint 7,8 % en octobre, son plus haut niveau depuis février 2023

L'inflation aux Philippines a accéléré à 7,8 % en octobre 2026, contre 7,2 % en septembre et 1,7 % un an auparavant, atteignant son plus haut niveau depuis février 2023. Cette progression porte l'inflation moyenne à 5,6 % sur les dix premiers mois de l'année, au-dessus de la cible de 2 à 4 % de la BSP. L'accélération s'explique principalement par la hausse des prix des transports (+20,1 % en glissement annuel, contre +14,6 % en septembre) et du logement, de l'électricité et des autres combustibles (+9,3 %, contre +8,4 %), sous l'effet notamment du renchérissement des hydrocarbures. Ces deux postes contribuent respectivement à hauteur de 23,5 % et 24,8 % à l'inflation totale.

L'inflation alimentaire a toutefois légèrement ralenti à 6,4 %, malgré une hausse de 20,7 % des prix du riz. Les disparités géographiques restent marquées, avec une inflation de 5,9 % dans la *National Capital Region* contre 8,2 % dans le reste du pays. Parallèlement, l'inflation sous-jacente a progressé à 5,4 %, contre 4,8 % en septembre, témoignant d'une diffusion des pressions inflationnistes et renforçant les contraintes pesant sur la politique monétaire de la BSP.

Un épisode El Niño particulièrement intense menace la production agricole et l'approvisionnement en eau jusqu'en 2027

Les Philippines font face à un épisode El Niño de très forte intensité, qui devrait culminer fin 2026 et se prolonger jusqu'au premier semestre 2027, menaçant la production agricole et les ressources en eau. Selon l'agence météorologique PAGASA, cinq provinces connaissaient déjà une sécheresse fin octobre, qui pourrait se s'étendre à 26 en décembre, 48 en janvier et 87 en mars 2027. Au 3 novembre, les pertes agricoles liées au phénomène atteignaient 8,6 Md PHP, affectant près de 288 000 agriculteurs et pêcheurs. Le ministère de l'Agriculture (DA) anticipe une baisse d'environ 1 million de tonnes de la production de riz non décortiqué (*palay*) en 2026, tandis que plus de 2 millions d'hectares de rizières sont considérés comme vulnérables. Face à ces risques, le gouvernement a mobilisé 6,2 Md PHP d'aides destinées notamment aux subventions aux carburants et aux engrais, et renforce les dispositifs d'irrigation. La persistance de conditions sèches pourrait accentuer les tensions sur les prix alimentaires, alors que l'inflation atteint déjà 7,8 % en octobre, et fragiliser l'approvisionnement en eau et la production hydroélectrique.

Cambodge

Le Japon accorde un prêt d'urgence au Cambodge

Le 28 octobre, le ministre de l'Économie et des Finances du Cambodge et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont signé un prêt de 30 Md JPY (environ 189 M USD). Ce financement relève d'un programme d'« aide d'urgence pour le renforcement de la résilience économique et la stabilité de l'approvisionnement énergétique ». Il doit aider le gouvernement à sécuriser l'approvisionnement en énergie, accélérer la transition énergétique, renforcer les chaînes d'approvisionnement et amortir la hausse des prix de l'énergie et des matières premières liée à la situation au Moyen-Orient. Après un pic début avril (+110 % pour le diesel), les prix à la pompe restaient début novembre supérieurs de 31 % (essence) et 47 % (diesel) à leur niveau de février. Le prêt vient compléter le programme d'intervention global du gouvernement, qui a déjà mobilisé près de 500 M USD de subventions pour contenir

les prix des carburants et de l'électricité. Il confirme aussi le rôle du Japon comme partenaire de développement de premier plan, trois ans après le passage de la relation Japon-Cambodge au rang de partenariat stratégique global.

Le Cambodge élargit son réseau aérien

À la mi-décembre, Air Cambodia rouvrira une liaison directe entre Phnom Penh et Vientiane, à raison de trois vols par semaine. Selon le Secrétariat d'État à l'aviation civile, cette reprise doit soutenir le commerce, l'investissement et le tourisme entre les deux capitales, l'année des 70 ans des relations diplomatiques entre le Cambodge et le Laos. La compagnie nationale concurrencera ainsi Vietnam Airlines, seule compagnie présente aujourd'hui sur cette ligne. L'Europe est aussi visée. Du 19 décembre au 3 avril 2027, des vols charters saisonniers relieront pour la première fois Prague à la province de Sihanoukville. Ils sont organisés par le voyagiste DERTOUR Group dans le cadre de séjours tout compris. Le gouverneur de la province a présenté le 4 novembre à Prague l'offre balnéaire de Sihanoukville et de Koh Rong auprès des agences de voyage tchèques. Ces initiatives doivent contribuer à relancer un tourisme international en net recul (-43,7 % d'arrivées sur les neuf premiers mois de 2026).

Le marché obligataire cambodgien prend des couleurs vertes

Le régulateur des marchés financiers (SERC) a approuvé fin octobre deux nouvelles émissions d'obligations d'entreprises, pour un total d'environ 160 M USD. La plus importante (150 M USD) est portée par Schneitec Jupiter et doit financer des infrastructures « vertes ». La seconde (10 M USD), émise par l'institution de microfinance First Finance, est destinée à des projets à impact social comme l'inclusion financière. Ces émissions sont assorties d'une garantie : un tiers s'engage à rembourser les investisseurs si l'emprunteur fait défaut, ce qui rassure des investisseurs encore peu habitués à ce type de titres. Ces opérations s'inscrivent dans le développement progressif des émissions d'entreprises, porté notamment par de grands groupes comme Royal Group, qui a levé 180 M USD en 2025 pour sa filiale Cellcard, la plus importante émission d'entreprise du pays. Le marché obligataire reste toutefois peu mature et marginal face au crédit bancaire, qui dépasse 66 Md USD. L'État n'émet des obligations sur le marché intérieur que depuis 2022, et pourrait émettre jusqu'à 520 M USD en 2026, contre 170 M USD environ en 2025. L'enjeu est de diversifier les sources de financement de l'économie, aujourd'hui très dépendante des banques. Il s'agit aussi de développer l'usage du riel, monnaie dans laquelle sont libellées la plupart de ces émissions.

Laos

Le Laos lève 500 M USD sur le marché obligataire de Hong Kong et intègre pour la première fois l'indice EMBI

Le Laos a franchi une nouvelle étape dans son accès aux marchés internationaux de capitaux avec la cotation, le 29 octobre, d'une obligation souveraine de 500 M USD à la Bourse de Hong Kong, la plus importante émission internationale réalisée à ce jour par le gouvernement. Le titre présente une maturité de cinq ans et demi et a suscité une demande équivalente à 2,9 fois le montant proposé, avec des ordres émanant de 86 investisseurs d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique et des États-Unis. L'opération marque également la première inclusion d'une obligation souveraine laotienne dans l'Emerging Markets Bond Index (EMBI), indice suivi par les investisseurs internationaux en dette émergente. Selon les autorités, cette cotation vise à diversifier les sources de financement, à élargir la base d'investisseurs et à établir une référence de prix pour de futures émissions. Elle intervient parallèlement au relèvement de la notation souveraine du Laos par S&P Global Ratings, de CCC+ à B–. Le maintien de l'accès à ces financements dépendra toutefois de la gestion de la dette publique et du respect des engagements financiers du pays.

Le Laos envisage d'exporter jusqu'à 500 MW d'électricité renouvelable vers Singapour

Le Laos envisage d'accroître ses exportations d'électricité renouvelable vers Singapour, à la suite de la signature, le 30 octobre, d'un protocole d'accord entre Tuas Power, Électricité du Laos (EDL) et Phongsupthavy Group, en marge de la Singapore International Energy Week. Les partenaires étudieront un approvisionnement pouvant atteindre 500 MW, avec une montée en charge envisagée de 100 MW la première année à 300 MW la deuxième, puis 500 MW ultérieurement, dans le cadre d'un contrat potentiel de cinq à quinze ans. L'électricité proviendrait principalement de centrales hydroélectriques laotiennes, complétées par des installations solaires et éoliennes pour atténuer la saisonnalité de la production. Cette initiative s'appuie sur le projet d'interconnexion Laos–Thaïlande–Malaisie–Singapour, engagé en 2022 à hauteur de 100 MW et dont la capacité autorisée atteint désormais 200 MW. D'ici 2027, les entreprises souhaitent progresser dans l'identification des acheteurs, les certifications et les autorisations réglementaires. La réalisation du projet reste conditionnée aux accords de transit entre pays, aux capacités des réseaux et à la conclusion de contrats commerciaux.

Le Laos lance un programme de 5 M USD pour accélérer les formalités douanières et soutenir ses exportations

Le gouvernement laotien a lancé le 20 octobre le deuxième projet de compétitivité et de commerce (LCTP2), doté de 5,0 M USD, afin d'accélérer les procédures douanières et de réduire les coûts des échanges commerciaux. Financé par l'Australie à travers un fonds administré par la Banque mondiale, ce programme, déployé jusqu'en mars 2029, vise à ramener le délai moyen de dédouanement aux frontières de 3,32 à 1,99 heure. Il prévoit notamment la numérisation de 86 types d'autorisations d'importation et d'exportation, la modernisation du guichet unique national et la simplification des procédures d'immatriculation des entreprises. Les autorités souhaitent porter à 25 % la part des demandes d'immatriculation effectuées en ligne, et à 50 % pour les entreprises détenues par des femmes. Cette initiative intervient à l'approche de la sortie du Laos de la catégorie des pays les moins avancés, prévue le 24 novembre 2026, qui pourrait entraîner une réduction des préférences commerciales. Selon une étude de l'International Trade Centre, les exportations laotiennes pourraient reculer de 7,3 %, soit 734 M USD, en 2027 en l'absence de mesures d'adaptation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (David AH-VOUN, Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI)

Abonnez-vous : david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr ; marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org.